



NIGER

En visite à Niamey, Aïcha Koné, la diva de la musique ivoirienne, reçue par le général Abdourahamane Tiani, suscite la polémique dans le milieu politique

CÔTE D'IVOIRE

Jean-Pierre Cardinal Kutwa parle et remue la classe politique

Le football africain en deuil : Issa Hayatou, l'ancien président de la CAF, s'est éteint ce jeudi à Paris à l'âge de 77 ans.

NANA AKUFO-ADDO

Je quitterai volontiers la présidence le 7 janvier

BURKINA FASO

Le capitaine Ibrahim Traoré fait de grandes révélations sur des plans de déstabilisation visant son gouvernement et lui-même

SOMMAIRE

NOS ARTICLES

3 - 19

RDC : POUR LEUR PARTICIPATION À LA RÉBELLION DU M23, 26 PERSONNES CONDAMNÉES À MORT PAR LA JUSTICE MILITAIRE

3 - 4

LE FOOTBALL AFRICAIN EN DEUIL : ISSA HAYATOU, L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CAF, S'EST ÉTEINT CE JEUDI À PARIS À L'ÂGE DE 77 ANS

5

GHANA : LE PRÉSIDENT NANA AKUFO-ADDO ANNONCE SON DÉPART DE LA PRÉSIDENCE EN JANVIER 2025

6

TUNISIE : LE PRÉSIDENT KAÏS SAIED LIMOGÉ SON PREMIER MINISTRE AHMED HACHANI SANS EXPLICATIONS

7

CÔTE D'IVOIRE : FÊTE NATIONALE, ALESSANE OUATTARA INSTITUE UNE PRIME SPÉCIALE POUR LES RETRAITÉS DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS DÈS LE 1ER SEPTEMBRE, ENVIRON 2400 PRISONNIERS LIBÉRÉS

8 - 11

BURKINA FASO : LE CAPITAINE IBRAHIM TRAORÉ FAIT DE GRANDES RÉVÉLATIONS SUR DES PLANS DE DÉSTABILISATION VISANT SON GOUVERNEMENT ET LUI-MÊME

12 - 13

NIGER : EN VISITE À NIAMEY, AÏCHA KONÉ, LA DIVA DE LA MUSIQUE IVOIRIENNE, REÇUE PAR LE GÉNÉRAL ABDOURAHAMANE TIANI, SUSCITE LA POLÉMIQUE DANS LE MILIEU POLITIQUE

14

NIGERIA : APRÈS LE DISCOURS DE BOLA TINUBU, LES POPULATIONS EN COLÈRE, LES MANIFESTATIONS DE RUE REPRENENT DE PLUS BELLE

15 - 16

RWANDA : LE GOUVERNEMENT FAIT FERMER PLUS DE 4 000 ÉGLISES ET MOSQUÉES NON CONFORMES À LA LOI

17

CÔTE D'IVOIRE : JEAN-PIERRE CARDINAL KUTWA PARLE ET REMUE LA CLASSE POLITIQUE

18 - 19

Photo : AFP



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POUR LEUR PARTICIPATION À LA RÉBELLION DU M23, 26 PERSONNES CONDAMNÉES À MORT PAR LA JUSTICE MILITAIRE

En République Démocratique du Congo (RDC), 26 prévenus, dont 21 sont actuellement en fuite, ont été condamnés à mort ce jeudi 8 août 2024 par la justice militaire de Kinshasa pour leur participation à la rébellion du M23. Ces personnes, poursuivies pour « crime de guerre », « participation à un mouvement insurrectionnel » ou « trahison », ont toutes été reconnues coupables par la Cour militaire de Kinshasa-Gombe.

Le verdict rendu par la Cour militaire de Kinshasa n'a pas été surprenant, compte tenu de la gravité des accusations portées contre les prévenus. Parmi les condamnés par contumace, on peut citer Corneille Nangaa, le coordonnateur de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), un mouvement politico-militaire lancé en décembre 2023 depuis Nairobi au Kenya et incluant le Mouvement du 23 Mars (M23). La justice a ordonné la confiscation de ses biens.

Lors de ce procès ouvert le 24 juillet, l'accusation avait requis 25 peines capitales et une peine de 20 ans de prison. La défense de cinq accusés présents

avait plaidé l'acquittement. Parmi les prévenus, on retrouve également le président du M23, Bertrand Bisimwa, son chef militaire Sultani Makenga, ainsi que ses porte-parole Willy Ngoma et Lawrence Kanyuka.

De nombreux autres chefs du mouvement n'étaient pas sur cette liste, qui comportait en revanche les noms de membres du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de l'ancien président Joseph Kabila ayant rejoint l'AFC.

Jeudi, au début de l'audience, la cour a rejeté la demande de réouverture des débats formulée par l'avocat de Fabrice Lubala Ntwali, l'un des prévenus jugés par défaut. La cour a exigé la présence physique de l'accusé. Les cinq condamnés présents ont cinq jours pour faire appel, dans un contexte marqué par la réactivation de la peine capitale dans le pays.

Tous les accusés doivent également payer un milliard de dollars pour dommages et intérêts, conformément à la demande de la partie civile, l'État

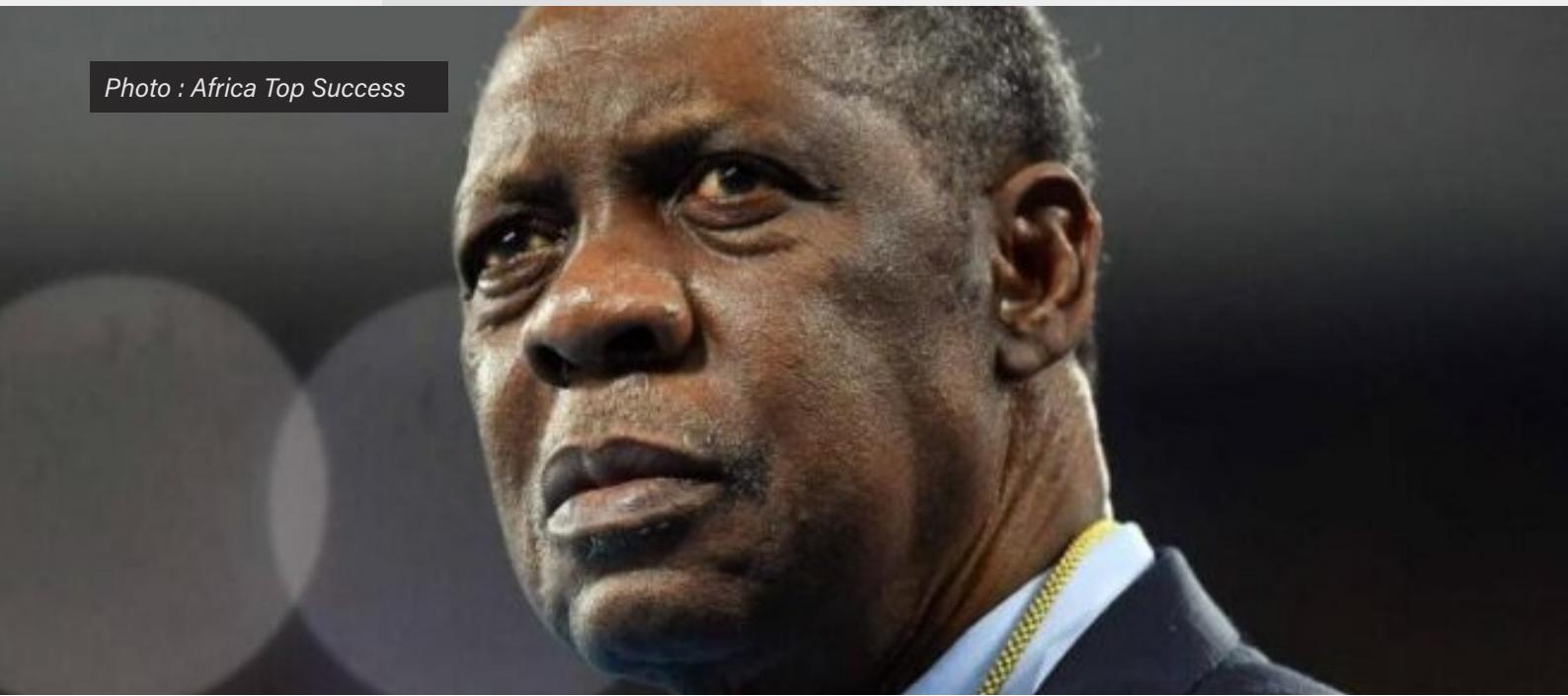
congolais.

Concernant l'ancien président Joseph Kabila, accusé par son successeur Félix Tshisekedi d'être à la tête de l'AFC de Corneille Nangaa, les autorités n'ont pas souhaité se prononcer.

De son côté, Me Peter Ngomo, l'un des avocats de la défense, se dit déçu par le verdict. Il explique : « Si je prends le cas de Nangaa, il y a une contradiction. Le ministère public dit qu'il ne le poursuit pas pour trahison, mais la cour le condamne pour trahison. Je n'ai pas bien compris. On le condamne pour participation à un mouvement insurrectionnel. Quel acte a-t-il commis ? Quel est l'acte matériel qu'il a posé ? Sinon, le simple fait de s'appeler Nangaa. »

Les prévenus ont cinq jours pour faire appel, et Me Peter Ngomo a déjà annoncé qu'il le fera dès ce vendredi.

Photo : Africa Top Success



LE FOOTBALL AFRICAIN EN DEUIL : ISSA HAYATOU, L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CAF, S'EST ÉTEINT CE JEUDI À PARIS À L'ÂGE DE 77 ANS.

Le football africain est en deuil. Issa Hayatou, l'ancien président de la Confédération Africaine de Football (CAF), a tiré sa révérence ce jeudi 8 août 2024 à Paris, à la veille de ses 78 ans.

Figure emblématique du sport roi sur le continent africain, Issa Hayatou a dirigé la CAF de 1988 à 2017, suite à sa défaite surprise face au Malgache Ahmad Ahmad.

Le Camerounais est un pur produit du sport. Il commence par l'athlétisme, devenant champion des 400 et 800 m au Cameroun. Plus tard, il participe aux Jeux africains de 1965 au Congo-Brazzaville.

En 1974, il intègre la Fédération camerounaise de football en tant que secrétaire général de l'institution. Par la suite, il est d'abord nommé, en 1982, directeur des sports au ministère de la Jeunesse et des Sports. Ensuite, il devient en 1984 vice-président de la Fédération camerounaise de football et finit président de la Fecafoot deux ans plus tard, tout en étant membre du comité exécutif de la Confédération africaine de football.

Issa Hayatou devient, en août 1987, le cinquième

président de la CAF en remplaçant l'Éthiopien Ydnekatchew Tessema, décédé. Commence alors son très long règne, durant lequel le Camerounais est souvent assimilé à un « dictateur » en raison de son pouvoir sans partage à la tête de la CAF.

Ses décisions, très souvent contestées, ont fait qu'à un moment donné de son règne, il s'est mis à dos une grande partie des acteurs du football africain. Mais Issa Hayatou, c'est aussi des réussites, notamment l'organisation, pour la première fois sur le sol africain, de la Coupe du monde de football en 2010 en Afrique du Sud.

Le natif de Garoua, qui faisait savoir à qui voulait l'entendre qu'il ne prendrait sa retraite que quand ses « forces » l'abandonneraient, a finalement été contraint de quitter la CAF par la petite porte après sa défaite face au candidat malgache.

La transplantation rénale qui l'avait véritablement affaibli en 2015 est le mal qu'il a combattu jusqu'à son dernier souffle, ce jeudi 8 août à Paris, en France. Issa Hayatou quitte le monde des vivants à 24 heures de ses 78 ans. Il était né le 9 août 1946 à Garoua, dans le nord du Cameroun.

Photo : africacenter



GHANA

LE PRÉSIDENT NANA AKUFO-ADDO ANNONCE SON DÉPART DE LA PRÉSIDENCE EN JANVIER 2025

Nana Akufo-Addo, le Président de la République du Ghana, a annoncé ce lundi 5 août à Accra, lors d'un déjeuner en l'honneur des aînés de la République, qu'il quittera le pouvoir le 7 janvier 2025, au terme de l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu pour le 7 décembre prochain. Le Président ghanéen a promis une transition du pouvoir en douceur avec son successeur.

Le chef de l'État ghanéen fait ainsi la promesse de respecter la Constitution, qui n'autorise que deux mandats présidentiels à la tête du pays. « Je quitterai volontiers la présidence le 7 janvier. Ce faisant, je suivrai l'exemple de Jerry John Rawlings et d'Agyekum Kufuor, qui ont eu le privilège de servir deux mandats en tant que présidents de la République », a déclaré Nana Akufo-Addo.

Pour lui, le fait d'avoir servi son pays en tant que président durant deux mandats restera le plus grand honneur de sa vie. Il a profité de l'occasion pour passer en revue les sept années de sa présidence. Nana Akufo-Addo a par ailleurs indiqué avoir diri-

gé le Ghana pendant les moments éprouvants de la Covid-19 et ses conséquences. « C'étaient des moments très difficiles, mais nous tournons maintenant la page, ramenons notre économie à la normale et relançons la croissance », a-t-il expliqué.

Selon le Président Akufo-Addo, l'ultime défi qu'il lui reste à relever avant de quitter la présidence est l'organisation d'une élection présidentielle apaisée et ouverte à tous. « Le dernier défi majeur pour moi sera de superviser des élections pacifiques et équitables en décembre. C'est un engagement que je prends. Et cet engagement, je veux le réaliser avec l'aide de tous les Ghanéens, car le peuple ghanéen ne mérite rien d'autre que de bénéficier de la meilleure atmosphère dans laquelle choisir librement son prochain président et son parlement », a déclaré le Président ghanéen.

Photo : RFI



TUNISIE

LE PRÉSIDENT KAIS SAIED LIMOGÉ SON PREMIER MINISTRE AHMED HACHANI SANS EXPLICATIONS

Le Président tunisien Kais Saied a remercié, ce mercredi 7 août 2024 dans la soirée, son Premier ministre Ahmed Hachani. L'information a été rendue publique par les services de la présidence, qui n'ont fourni aucune explication officielle justifiant ce limogeage. Ahmed Hachani est remplacé dans la foulée par le ministre des Affaires sociales, Kamel Madouri.

Un an après avoir succédé à Najla Bouden, l'ancienne Première ministre, elle-même limogée sans explications, Ahmed Hachani est prié de rendre son tablier alors qu'il avait publié, au cours de cette même journée du mercredi 7 août, un communiqué sur des réunions au siège du gouvernement, notamment sur la situation difficile des transports publics.

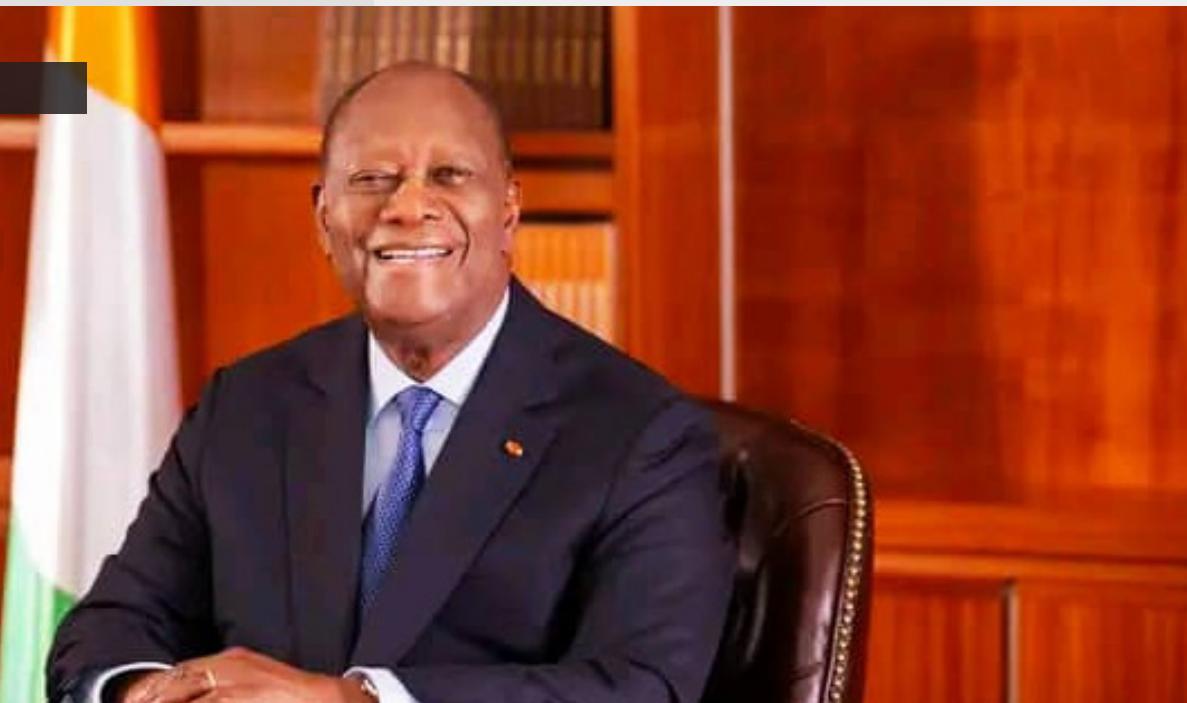
En Tunisie, de nombreux observateurs de la vie socio-politique qualifient de plus en plus le pouvoir de Kais Saied d'autocratique. Après avoir révisé en 2022 la Constitution pour instaurer un régime hyper-présidentiel et fait élire un nouveau Parle-

ment aux pouvoirs très limités, il a annoncé lundi dernier son intention de briguer un deuxième mandat lors de la présidentielle qui aura lieu le 6 octobre prochain.

Plusieurs de ses rivaux potentiels ont affirmé avoir été empêchés de déposer leurs dossiers auprès de l'autorité électorale, en raison de problèmes administratifs et juridiques.

Fin juillet, après une visite de quatre jours et des rencontres avec des acteurs de la société civile, la secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard, s'est dite « alarmée du recul extrême des droits » dans ce pays, berceau du Printemps arabe. En ce début de campagne, elle a « observé une répression gouvernementale alimentant la peur au lieu des débats animés d'une scène politique pluraliste », dénonçant les « détentions arbitraires » d'opposants, les « restrictions et poursuites » contre certains candidats, et l'emprisonnement de journalistes.

Photo : présidence.ci



CÔTE D'IVOIRE

FÊTE NATIONALE, ALASSANE OUATTARA INSTITUE UNE PRIME SPÉCIALE POUR LES RETRAITÉS DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS DÈS LE 1ER SEPTEMBRE, ENVIRON 2400 PRISONNIERS LIBÉRÉS

La Côte d'Ivoire a célébré ce mercredi 7 août 2024, le 64e anniversaire de son indépendance. Les festivités marquant cette célébration ont été ponctuées par un grand défilé qui s'est tenu cette année à Grand-Bassam, en présence du couple présidentiel et de toutes les forces vives de la nation.

Comme à l'accoutumée, la veille de la fête nationale, le Président de la République, Alassane Ouattara, s'est adressé à ses compatriotes lors d'un discours officiel retransmis en direct sur les chaînes de télévision locales.

Dans son allocution, le chef de l'État a annoncé d'importantes mesures à l'endroit de ses concitoyens. Il a notamment décidé de soutenir davantage les retraités en instituant, à partir du 1er septembre de chaque année, une prime spéciale correspondant au tiers de leur pension mensuelle.

Selon lui, des dispositions seront prises pour que les retraités des secteurs publics et privés puissent

bénéficier de cette nouvelle prime dès ce mois de septembre 2024, c'est-à-dire dans quelques semaines.

La commémoration de l'indépendance est également une occasion de pardon. Ainsi, au niveau de la justice, et conformément à l'article 66 de la Constitution, Alassane Ouattara a signé un décret accordant la grâce présidentielle à environ 2400 détenus de droit commun, condamnés pour des infractions mineures.

Sur le plan de la santé, dans le cadre de la mise en œuvre du programme hospitalier visant à renforcer les infrastructures sanitaires, les services et le personnel de santé, le Président ivoirien a annoncé qu'il œuvre à offrir aux populations des centres de santé de référence dans toutes les régions du pays.

Pour lui, ce maillage resserré des infrastructures sanitaires sur l'ensemble du territoire national contribuera à l'extension de l'offre de soins de la

Couverture Maladie Universelle (CMU), en vue de garantir des soins de santé de qualité à moindre coût pour les populations.

En ce qui concerne la lutte contre la vie chère, Ouattara a affirmé être conscient des préoccupations de ses compatriotes, malgré les mesures déjà prises pour juguler ce fléau mondial, telles que l'augmentation du SMIG, les revalorisations importantes des salaires des fonctionnaires et agents de l'État, les subventions des prix des produits de première nécessité, et celles de l'électricité et du carburant, ainsi que le déploiement des filets sociaux à travers le pays.

Il a rassuré ses compatriotes qu'il poursuivra ces efforts pour accroître l'offre de production, notamment des produits vivriers, améliorer la chaîne logistique et faciliter la mise sur le marché de produits transformés localement. Le Président de la République a ainsi chargé le Premier ministre, chef du gouvernement, de poursuivre les efforts et d'accélérer la mise en œuvre des projets dans le cadre d'un plan réactualisé, afin de lutter de manière plus efficace contre la vie chère, un défi auquel le

monde entier, et en particulier les pays africains, sont confrontés avec acuité.

Alassane Ouattara a également donné des instructions au gouvernement pour prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'accélérer et de finaliser l'indemnisation des familles concernées par les expropriations liées aux travaux des voies d'accès au 4e pont, conformément aux pratiques du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement.

Il a exprimé ses condoléances les plus sincères aux familles des victimes des pluies diluviales qui se sont abattues sur le pays et les a rassurées, une fois de plus, de l'assistance et du soutien du gouvernement.

Le chef de l'État a enfin appelé ses compatriotes à célébrer la grandeur de leur beau pays, la Côte d'Ivoire, à travers le magnifique défilé des forces de défense et de sécurité, ainsi que de la jeunesse, notamment ceux issus des écoles et lycées d'excellence du pays.



« Je suis heureux des progrès enregistrés en matière de capital humain, deuxième pilier du plan national de développement 2021-2025. Qu'il s'agisse d'indicateurs sociaux ou de développement, nous avons enregistré des avancées significatives grâce aux nombreux projets et réformes mis en œuvre dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, ainsi que de la

nutrition.

Ainsi, au niveau de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, nous œuvrons à mieux préparer nos enfants et notre jeunesse aux défis du monde moderne et à leur insertion socio-professionnelle. J'encourage le gouvernement à poursuivre et à accélérer ses efforts pour que le programme Jeunesse produise encore plus d'impact et de résultats tangibles. Nous devons offrir davantage d'opportunités pour l'expression du talent et du génie créatif de nos jeunes.

En matière de santé, dans le cadre de la mise en œuvre du programme hospitalier visant à renforcer les infrastructures, les services et le personnel de santé, nous travaillons à offrir aux populations des centres de santé de référence dans toutes les régions. Ce maillage resserré des infrastructures sanitaires sur le territoire national contribue à l'extension de l'offre de soins de la Couverture Maladie Universelle, en vue de garantir à nos populations des soins de santé de qualité à moindre coût.

Le rythme de progression de l'enrôlement de nos populations à la CMU est encourageant. Cependant, nous devons poursuivre nos efforts pour que cet instrument de solidarité nationale puisse bénéficier à un plus grand nombre de personnes.

Dans ce contexte, notre politique de décentralisation sera poursuivie et renforcée par une meilleure prise en charge des priorités locales. En ce qui concerne la lutte contre la vie chère, j'entends les préoccupations de nos compatriotes. Malgré les mesures que nous avons prises, telles que l'augmentation du SMIG, les revalorisations importantes des salaires des fonctionnaires et agents de l'État, les subventions des prix des produits de première nécessité, la subvention des prix de l'électricité et du carburant, et le déploiement des filets sociaux à travers le pays, des attentes importantes demeurent. Nous continuerons nos efforts pour accroître l'offre de production, notamment des produits vivriers, améliorer la chaîne logistique et faciliter la mise sur le marché de produits transformés localement. Je demande donc au Premier ministre, chef du gouvernement, de poursuivre les efforts et d'accélérer la mise en œuvre des projets dans le cadre d'un plan réactualisé pour plus d'efficacité dans la lutte contre la vie chère, un défi auquel le monde entier, et en particulier les pays africains, font face avec acuité.

En attendant, et concernant nos vaillants retraités qui ont tant donné à la nation, j'ai décidé de les accompagner davantage en instituant, à partir du 1er septembre de chaque année, une prime spéciale correspondant au tiers de leur pension mensuelle. Les dispositions seront prises pour que nos retraités des secteurs publics et privés bénéficient de cette nouvelle prime dès ce mois de septembre 2024, c'est-à-dire dans quelques semaines.

Concernant le monde rural, nous veillons à poursuivre l'application rigoureuse de la politique de commercialisation des produits d'exportation en vue de préserver nos producteurs des effets de l'instabilité des cours des matières premières. Nos politiques sociales ont permis de réduire la pauvreté en Côte d'Ivoire. Cependant, nous restons conscients des efforts complémentaires à fournir, et c'est pourquoi nous demeurons engagés à construire une solidarité toujours plus grande pour le plus grand nombre. Nos populations, surtout les moins favorisées, doivent être bien protégées et mieux accompagnées.

Mes chers compatriotes, chers frères, chères sœurs, dans notre marche vers le développement, les décisions parfois difficiles que nous avons à prendre peuvent provoquer des incompréhensions ou même de la colère. Notre devoir est de rester attentifs à vos préoccupations et de travailler à minimiser les conséquences des exigences du développement d'un pays moderne sur les populations impactées. J'ai instruit le gouvernement à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accélérer et finaliser l'indem-

nisation des familles concernées par les expropriations dans le cadre des travaux des voies d'accès au 4e pont, conformément à nos pratiques dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement.

La solidarité de l'État doit se manifester dans le respect des lois et des droits de chaque citoyen. C'est l'occasion pour moi d'exprimer mes regrets pour les pertes en vies humaines enregistrées pendant les fortes pluies de ces derniers mois, malgré toutes les mesures prises dans les zones à risques.

Je présente mes condoléances les plus sincères aux familles des victimes. Je voudrais à nouveau les assurer de l'assistance et du soutien du gouvernement. Cette situation nous interpelle sur l'importance de l'accès au logement et de l'accession à la propriété immobilière pour tous, quel que soit le niveau de revenus. C'est pourquoi, tirant les enseignements des programmes antérieurs, la réforme du programme de logements sociaux a permis d'intégrer des modalités plus flexibles d'accession à la propriété, ainsi qu'une implication plus forte de l'État, notamment dans la recherche de financements plus adaptés. De nouveaux mécanismes mis en place permettront d'atteindre prioritairement nos concitoyens les moins nantis, qui ne peuvent accéder à un logement décent sans l'aide de l'État. J'encourage mes compatriotes à investir dans la construction de logements décents en vue d'assurer leur propre sécurité et celle de leurs familles.

Pour finir, je voudrais inviter mes chers compatriotes à célébrer la grandeur de notre beau pays à travers le magnifique défilé qui est organisé aujourd'hui à Grand-Bassam, sur l'axe historique. Ce défilé des forces de défense et de sécurité, mais aussi de notre jeunesse, notamment celle des écoles et lycées d'excellence du pays, représente la diversité et l'excellence de la Côte d'Ivoire. »

Photo : Walf Net

**BURKINA FASO**

LE CAPITAINE IBRAHIM TRAORÉ FAIT DE GRANDES RÉVÉLATIONS SUR DES PLANS DE DÉSTABILISATION VISANT SON GOUVERNEMENT ET LUI-MÊME

Le capitaine Ibrahim Traoré, président du Burkina Faso, s'est exprimé ce mardi 6 août 2024, à l'occasion de la cérémonie de montée des couleurs au palais présidentiel de Koulouba, sur des rumeurs d'actions subversives visant son gouvernement et lui-même.

« Les informations véhiculées sont réelles », a confirmé le président du Burkina Faso, qui affirme être bien conscient que de tels projets ne cesseront pas, vu l'ampleur de la lutte actuelle menée pour la libération du pays.

Ces projets de déstabilisation, selon lui, impliquent non seulement une guerre communicationnelle alimentée par la désinformation, mais aussi une guerre économique. Ces actions subversives, à en croire le président, incluent également des plans d'assassinats ciblés et des attaques sournoises contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les acteurs de la veille citoyenne.

« Nous avons effectivement suivi le déroulement

de leur plan, et l'assaut final devait se faire par le recrutement d'agents infiltrés dans nos rangs. Nous avons contenu la situation », a soutenu le capitaine Ibrahim Traoré.

Selon lui, certaines personnes ont été arrêtées dans cette affaire de subversion et de projets d'attaques. Parmi elles se trouvent des éléments des FDS, en complicité avérée avec des terroristes et des officiers manipulés depuis l'extérieur, a-t-il révélé.

Mettant en garde les auteurs et commanditaires de ces projets de déstabilisation, le capitaine Ibrahim Traoré a invité le peuple burkinabé à la sérénité.

« Nous maîtrisons la situation. Nous n'hésiterons pas un seul instant à agir comme il le faut dans l'intérêt supérieur du Burkina Faso », a-t-il martelé.

Il a invité le personnel de la présidence du Faso à s'investir davantage et à œuvrer chacun dans son domaine pour l'avènement d'une indépendance réelle dans le pays.

Cette montée des couleurs intervient deux jours après la célébration de l'avènement de la révolution d'août 1983, qui a permis aux fils et filles du Burkina Faso d'amorcer la marche vers une indépendance réelle.

Pour le chef de l'État, les changements notables intervenus le 4 août 1984 (changement du nom du pays de Haute-Volta à Burkina Faso, de l'hymne national, du drapeau et des armoiries) ont été un signal fort de la quête d'une souveraineté totale. « C'était un espoir pour notre pays d'avoir un souffle nouveau », a souligné le chef de l'État.

Évoquant le 5 août 1960, date de la proclamation de l'indépendance du Burkina Faso, le président du Faso a exhorté le personnel de l'institution et l'ensemble des Burkinabés à contribuer à l'avènement d'un Burkina Faso réellement indépendant.

« Je souhaite que chacun puisse travailler et faire en sorte que l'année prochaine, à cette même période, nous puissions célébrer l'indépendance réelle pour laquelle nous nous battons aujourd'hui », a-t-il indiqué.

Pour y parvenir, le capitaine Ibrahim Traoré a appelé à plus d'engagement et de sacrifice, car, dit-il, « l'indépendance ne se donne pas, elle s'arrache ».

Photo : YOP L-FRII



NIGER

EN VISITE À NIAMEY, AÏCHA KONÉ, LA DIVA DE LA MUSIQUEIVOIRIENNE, REÇUE PAR LE GÉNÉRAL ABDOURAHAMANE TIANI, SUSCITE LA POLÉMIQUE DANS LE MILIEU POLITIQUE

Aïcha Koné, la diva de la musique ivoirienne, était récemment au Niger dans le cadre d'une visite privée. Elle a été reçue par le général Abdourahamane Tiani, chef de l'État nigérien, lors d'une audience. Sur la toile, les images de cette rencontre ont été largement relayées. On y voit l'artiste, très heureuse, en compagnie de son fils chez le général Tiani.

Ce n'est pas la première fois qu'Aïcha Koné rend visite à des présidents de l'AES (Alliance des États Sahéliens). En mai 2024, elle a rendu visite au président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré. Cette proximité de la chanteuse avec les présidents de l'AES suscite beaucoup de questions dans le milieu politique ivoirien.

Pour certains Ivoiriens, ces apparitions avec ces présidents ne sont pas les bienvenues, compte tenu de la situation politique tendue entre la Côte d'Ivoire et ces pays. Récemment, le capitaine Ibrahim Traoré a accusé les dirigeants de la Côte d'Ivoire d'abriter des centres d'opérations européennes visant à

fragiliser le pays de Thomas Sankara. Ces accusations, qualifiées d'infondées par les autorités ivoiriennes, sont considérées comme une offense. Dès lors, voir une artiste de la trempe d'Aïcha Koné aux côtés de ces présidents est perçu comme une trahison, voire un manque de solidarité vis-à-vis de son pays.

Pour d'autres, Aïcha Koné, qui prône les valeurs du panafricanisme, fait bien d'apporter son soutien à ces chefs d'État, qui ont décidé de redonner à leurs pays leur dignité et leur souveraineté, trop longtemps entravées par l'ex-colonisateur.

Aïcha Koné avait également chanté pour le colonel Assimi Goïta, au moment où 49 soldats ivoiriens étaient détenus au Mali. Ces différentes actions de la diva font couler beaucoup d'encre et de salive dans le milieu politique ivoirien.

Photo : Le Monde



NIGERIA

APRÈS LE DISCOURS DE BOLA TINUBU, LES POPULATIONS EN COLÈRE, LES MANIFESTATIONS DE RUE REPRENENT DE PLUS BELLE

Le président nigérian, Bola Tinubu, a appelé, ce dimanche 4 août 2024, dans un discours à la nation, les manifestants et les organisateurs du mouvement «EndBadGovernance» à suspendre leurs manifestations afin de donner une chance au dialogue. Il a, en même temps, mis en garde les organisateurs de ce mouvement contre de nouveaux actes de violence et de saccage des biens publics.

Au cours de son adresse, Tinubu a exhorté l'ensemble de la population nigériane à l'union sacrée autour de la nation, qui traverse une situation économique et sociale difficile en raison des chocs mondiaux.

Concernant ses politiques économiques, incluant la suppression des subventions sur le carburant et l'abolition de plusieurs systèmes de change, le président Bola Tinubu a déclaré que «ces actions sont des décisions essentielles pour inverser des décennies de mauvaise gestion économique».

En ce qui concerne les raisons qui ont déclenché

les manifestations contre la mauvaise gouvernance et la vie chère, le président du Nigeria a assuré les populations que son administration est déterminée à écouter et à répondre à leurs préoccupations.

Bola Tinubu a insisté sur ses mises en garde contre de nouvelles effusions de sang, la violence, les destructions et les pillages. Il a, dans le même temps, chargé les forces de l'ordre de maintenir la paix, la loi et l'ordre.

Réagissant à l'adresse à la nation du président nigérian, plusieurs leaders de la société civile, ainsi que ceux du mouvement «EndBadGovernance», ont exprimé leur insatisfaction totale vis-à-vis du contenu du discours de leur président. Pour eux, Bola Tinubu n'a pas abordé les questions fondamentales soulevées par la rue.

Par conséquent, ils entendent maintenir la pression sur le gouvernement à travers les actions de rue jusqu'à ce qu'il se résolve à satisfaire leurs revendications.

Ainsi, depuis ce lundi 5 août 2024, à Lagos, à Abuja, à Kaduna, à Gombe et même à Kano, les Nigérians ont recommencé à descendre dans la rue. Ils continuent à exprimer leur colère contre la politique économique du gouvernement, l'arrêt des subventions et le coût élevé de la vie.

Photo : Alamy



RWANDA

LE GOUVERNEMENT FAIT FERMER PLUS DE 4 000 ÉGLISES ET MOSQUÉES NON CONFORMES À LA LOI.

Ce sont au total 4 223 églises et mosquées qui ont été fermées en l'espace de quelques semaines par le gouvernement rwandais, à travers l'Office national de la gouvernance du Rwanda. Les autorités rwandaises reprochent à ces lieux de culte de ne pas respecter les normes de sécurité et les nouvelles règles administratives.

Ces établissements cultuels, selon l'Office national de la gouvernance du Rwanda, l'organe en charge de ce dossier, ont été fermés pour des manquements à certaines réglementations. Il s'agit d'abord de la sécurité, pour certains sites dépourvus d'extincteurs et d'alarmes incendie, ou encore installés illégalement dans des caves ou trop proches de cours d'eau.

Les autres critères avancés par les autorités pour expliquer ces fermetures concernent le non-respect des conditions d'insonorisation nécessaires pour éviter les nuisances dans le voisinage pendant les prières, ainsi que la qualification des responsables. En effet, les responsables des églises

doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en théologie attestant qu'ils ont bien reçu une formation théologique.

Pour rappel, c'est en 2018 que cette loi a été votée pour contrôler la prolifération des lieux de culte, jugés à l'époque trop nombreux par le président Paul Kagame. Plus de 700 établissements avaient été fermés à l'entrée en vigueur de la législation. Les autres avaient cinq ans pour se mettre aux normes. Malheureusement, plusieurs milliers d'entre eux n'ont pas pu se conformer à ces nouvelles exigences, d'où leur fermeture pure et simple par le gouvernement.

Photo : Église Catholique - Côte d'Ivoire



CÔTE D'IVOIRE

JEAN-PIERRE CARDINAL KUTWA PARLE ET REMUE LA CLASSE POLITIQUE : "IL FAUT SAVOIR PARTIR, CAR LES ÉTERNELS PERMANENTS FINISSENT TOUJOURS PAR AGACER ET L'AMOUR SE TRANSFORME EN HAINE."

La Cathédrale Saint-Paul d'Abidjan-Plateau a abrité, le samedi 3 août dernier, la cérémonie de prise de possession canonique du siège d'Abidjan, doublée de l'imposition du pallium au nouvel archevêque, Monseigneur Ignace Bessi Dogbo. La cérémonie, présidée par le Nonce Apostolique Monseigneur Mauricio Beltz, s'est déroulée en présence des autorités politiques, administratives, religieuses, des prêtres et de nombreux fidèles catholiques.

Au cours de cette messe solennelle, Jean-Pierre Cardinal Kutwa, devenu depuis quelques mois l'administrateur apostolique d'Abidjan, a officiellement passé la main au nouvel archevêque métropolitain d'Abidjan, Monseigneur Ignace Bessi Dogbo.

Lors de cette messe de passation de service, qui a vu la présence effective du Premier ministre, ministre des Sports et du Cadre de Vie, Robert Beugré Mambé, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement et de présidents d'institutions, l'Archevêque Émérite d'Abidjan a, comme à son habitude,

livré une homélie à la fois poignante et édifiante, en phase avec l'air du temps et les nombreux débats politiques en Côte d'Ivoire. Pour le prélat, lorsqu'on occupe des postes de responsabilité, quel que soit le niveau, il faut à un moment donné savoir partir.

"Il faut savoir partir. Quelqu'un a dit un jour, et je cite : 'Si les bourgeons ne partaient pas, si la saison des pluies boudait la saison sèche, il n'y aurait ni fruit, ni feuillage'", a déclaré Jean-Pierre Cardinal Kutwa, avant de poursuivre.

"Jésus lui-même a cru bon de dire à ses disciples : 'Il vous est utile que je m'en aille! En effet, lorsqu'on a épousé son utilité, la joyeuse acceptation de son inutilité est un service grandiose, car les éternels permanents finissent toujours par agacer et l'amour se transforme en haine. Il faut donc savoir partir. Partir à l'image des saisons qui se succèdent, partir pour faire place à un autre, plus vigoureux, plus jeune certes, mais pas moins pourvu de qualités qui ne demandent qu'à être mises au service de

tous. Partir finalement, afin que l'on puisse, lui aussi, éprouver et offrir son utilité ; partir pour ne pas agacer, pour que l'amour ne se transforme pas en haine", a exhorté Jean-Pierre Cardinal Kutwa, dans son homélie qui a arraché des vivats au peuple de Dieu, venu en grand nombre pour prendre part à cette cérémonie.

Des propos qui sonnent comme un retentissant appel à l'attention des politiques, qui, très souvent, refusent de partir pour faire place à d'autres.

Monseigneur Ignace Bessi Dogbo, à l'issue de cette cérémonie, a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions d'archevêque métropolitain d'Abidjan.

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com